

ÉCONOMIE & ENTREPRISE PLEIN CADRE

Au collège, l'éveil aux questions financières

Expliquer aux élèves les rudiments du budget, des paiements, de l'épargne, les sensibiliser aux risques de fraudes : c'est l'objectif du « passeport d'éducation financière », qu'ont expérimenté les élèves de 4^e du collège nivernais de Decize

REPORTAGE

Si tu déposes 100 euros sur un livret rapportant 1 % par an et que tu n'y touches pas, combien d'argent y aura-t-il au bout d'un an, une fois les intérêts crédités ? Dans la classe de 4^e 1 du collège Maurice-Genevoix de Decize (Nièvre), à une trentaine de kilomètres au sud-est de Nevers, presque tous les index se lèvent. Tandis que la baisse du niveau de mathématiques des élèves de France a été récemment soulignée, on répond facilement ou presque à la question dans cette classe.

Les mains en l'air sont moins nombreuses quand il s'agit de définir un découvert : un droit pour le client ? une somme offerte par ma banque ? un crédit avec des frais ? Les avis divergent... Pas simple non plus de donner la température idéale du salon, lorsque est abordé le thème des économies d'énergie. Mais, pour alléger les factures, Gaétan a une idée : « Et si j'utilise des lingettes hygiéniques au lieu de prendre une douche ? »

Léa aussi : « On n'a pas besoin de lumière aux toilettes. » Pas de quoi convaincre le professeur...

Ce n'est pas un hasard si, ce jeudi 3 décembre, après la cantine, Gaétan, Léa, Hugolin, Nila, Diego et les autres parlent d'argent à l'école. Avec leur professeur d'anglais, Sébastien Pecher, ces élèves, âgés pour la plupart de 13 ans, expérimentent le « passeport d'éducation budgétaire et financière », dit Educfi. Une initiative pilotée par la Banque de France.

Après avoir été sensibilisés aux rudiments de la finance personnelle pendant deux heures lors de séances précédentes, ils répondent ce jour-là à un quiz, dans la salle polyvalente du collège de cette commune rurale d'environ 5500 habitants traversée par la Loire. Prochaine et ultime étape de cette sorte de « brevet du budget » : en janvier, lors d'une petite cérémonie, les élèves de 4^e 1 devraient se voir remettre le fameux passeport en format papier. L'expérimentation s'inscrit dans une démarche plus globale, lancée fin 2016 par Michel Sapin, alors ministre de l'économie, et dont la Banque de France est l'« opérateur » : la stratégie natio-

nale d'éducation financière. L'Organisation de coopération et de développements économiques (OCDE) a, elle, poussé ses Etats membres à s'emparer du sujet.

La stratégie nationale cible en priorité les jeunes, mais s'élargit aussi au grand public, et, plus récemment, aux entrepreneurs. La Banque de France a par exemple organisé depuis septembre une quarantaine de « webinaires » visant à expliquer à chacun le b.a.-ba de l'épargne. En insistant, dans ce cadre, sur les risques liés aux faux placements, qui se sont multipliés à la faveur des taux bas et des confinements. Son message : il ne faut pas croire au Père Noël. Si ce dernier vous propose aujourd'hui un placement très rentable et sans risque, il y a de fortes chances que ce soit un menteur ou un arnaqueur.

Pilier-phare de la stratégie nationale, l'éducation financière des mineurs, dont le bilan était jusqu'ici relativement maigre, connaît avec l'expérimentation du passeport Educfi sa première réalisation d'envergure, avec environ 2200 élèves ciblés en quelques semaines. Pour cette année scolaire



2020-2021, le passeport a en effet été testé, de mi-novembre aux vacances de Noël, dans 74 classes de 4^e, soit 26 établissements, ou cinq académies (Nancy-Metz, Dijon, Créteil, Rennes, Limoges).

A compter de juin 2021, ce déploiement progressif du passeport en 4^e doit être complété, si la situation sanitaire le permet, d'une initiation financière expérimentée sous forme de jeu lors du service national universel. Et d'un module proposé «aux mineurs décrocheurs qui ne sont plus scolarisés, à partir de janvier dans quinze missions locales [organismes accompagnant les jeunes dans leur insertion sociale et professionnelle]», indique Stéphanie Lange-Gaumand, à la tête de la direction de l'éducation économique, budgétaire et financière de la Banque de France depuis octobre.

« MONEY, MONEY, MONEY »

« Avec ces trois rendez-vous, les jeunes devraient acquérir de bons réflexes pour entamer leur vie d'adulte. Donner ces notions dès le plus jeune âge participe à la lutte contre la pauvreté », juge-t-elle. Traiter de finance personnelle à l'école ne fait pas l'unanimité chez les enseignants, surtout si c'est la Banque de France qui donne le « la », mais, pour M. Pecher, convaincu qu'il faut que les enfants acquièrent tous des bases de gestion du budget, participer à l'expérimentation n'a « rien de choquant ».

« Il s'agissait plus d'un éveil que d'une éducation financière. Cela leur a permis de comprendre ces mots qu'ils entendent au quotidien, comme "découvert". Ils ont manifesté un grand intérêt, notamment sur les moyens de paiement et les arnaques », rapporte-t-il. S'il s'est basé sur les supports transmis, il explique avoir « peu évoqué l'épargne » car « beaucoup de familles ici n'ont pas les moyens de mettre de côté », mais « insisté sur le budget, le coût du crédit, les

moyens de paiement, les fraudes en ligne ».

Le tout dans la bonne humeur : « Je suis parti du morceau Money, Money, Money d'ABBA pour leur demander, comme dans la chanson, ce qu'ils achèteraient s'ils avaient un peu d'argent... La conversation a découlé sur la différence entre les dépenses essentielles et les autres – le loyer avant la console, ce n'est pas toujours aussi naturel qu'on le pense », témoigne-t-il. Ce qu'ils ont retenu, surtout ? « Je ne savais pas ce que c'était le "s" de "https" sur un site », répond Tom, se référant à la sécurisation des sites Web.

« Il ne faut pas dépenser pour des choses qui ne servent pas », dit Malvine. « Moi, mes parents m'ont appris très jeune à donner la priorité à la nourriture », lance Quentin, alors que d'autres relatent n'avoir jamais parlé d'argent à la maison. Ces cours ont d'ailleurs résonné, le soir, dans les familles de certains élèves.

« J'ai raconté à mes parents ce qu'on faisait en classe et on en a parlé tout au long du repas, ils m'ont dit qu'il fallait que j'économise si je voulais m'acheter quelque chose », dit l'un d'eux. Si les 4^e 1 évoquent le sujet en classe sans tabou, relatant parfois les difficultés financières de leur foyer, l'exercice reste toutefois délicat pour l'enseignant.

« Il ne faudrait pas leur remettre le nez dans un quotidien douloureux. Mais je connais mes élèves, je sais ce qui peut les blesser, il faut parvenir à parler de sujets pratiques sans évoquer des situations qu'ils pourraient connaître, dépersonnaliser au maximum », note M. Pecher. « Il ne faudrait surtout pas culpabiliser les familles, je n'oublie pas de rappeler qu'un accident de la vie ça arrive, et j'ai insisté sur l'importance d'oser demander rapidement de l'aide quand on traverse des difficultés financières, par exemple en s'adressant à l'assistante sociale de la mairie », renchérit son collè-

gue Philippe Marceau, qui a aussi testé ce passeport dans sa classe de section d'enseignement général et professionnel adapté (Segpa).

LIBERTÉ PÉDAGOGIQUE

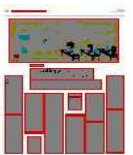
« Au total, quatre de nos enseignants se sont portés volontaires pour l'expérimentation et chacun l'a menée à sa façon, avec sa personnalité », rapporte Sophie Tible, principale de l'établissement. A ses yeux, la 4^e est un niveau pertinent, les élèves de 6^e et 5^e étant « trop jeunes », les classes de 3^e « trop chargées ».

« L'expérimentation a été menée dans des classes et territoires variés, des zones urbaines comme rurales, des réseaux d'éducation prioritaire, des Segpa, des ULIS [unités localisées pour l'inclusion scolaire, à destination d'élèves en situation de handicap]. Un retour d'expérience aura lieu ces prochaines semaines, il s'agira de voir s'il faut adapter le contenu,

voire, peut-être, en élaborer plusieurs versions », explique Pascal Verwaerde, directeur de programme à la Banque de France. L'idée, pour l'année scolaire 2021-2022, est de toucher environ 10 % des classes de 4^e. Soit, grosso modo, quarante fois plus d'élèves que cette année.

Si le passeport Educfi a pour l'heure été testé dans des académies et collèges acquis à cette « cause », sera-t-il possible de convaincre plus largement pour que le dispositif change d'échelle, voire se généralise à terme ? Le directeur général de l'enseignement scolaire, Edouard Geffray, est optimiste. « Tout ceci va se faire progressivement, mais il y a une attente des enseignants, la démarche étant bien sûr que ce soit eux qui gèrent le cours », estime-t-il.

Une liberté pédagogique cruciale pour l'acceptabilité du projet. Enseignants et parents d'élèves ont parfois accueilli froidement des dispositifs d'éducation



financière impliquant des intervenants issus de banques commerciales, comme l'opération « J'invite un banquier dans ma classe ». « Confronter les élèves aux questions d'argent ? Pourquoi pas, sur le principe, c'est intéressant si c'est dans l'intérêt de l'élève. Il ne faut pas tomber dans la paranoïa, ce n'est pas faire la promotion d'un monde libéral que d'évoquer ces sujets », réagit David Lelong, du Syndicat des enseignants-UNSA. « En revanche, poursuit-il, il faut se montrer vigilant sur la façon dont c'est mené. Il est important que l'enseignant reste maître – que l'enseignement ne soit pas dispensé par des entreprises privées –, de voir comment cela s'intègre dans le programme, et d'étudier les suites à donner dans la scolarité. »

Accueil moins favorable au Syndicat national Force ouvrière des lycées et collèges, qui préférerait que le sujet soit laissé aux mains des familles. A l'éducation nationale, on insiste sur la nécessité d'une « approche universelle » de l'éducation financière à l'école, « peu importe la famille de l'enfant », et sur la différence de démarche entre les conseils prodigués à ce sujet à la maison et en classe, l'école étant « là pour donner des bases objectives ». ■

AURÉLIE BLONDEL

« Cela leur a permis de comprendre des mots qu'ils entendent au quotidien comme "découvert" »

SÉBASTIEN PECHER
professeur d'anglais

« Il ne faut pas tomber dans la paranoïa, ce n'est pas faire la promotion d'un monde libéral que d'évoquer ces sujets »

DAVID LELONG
SE-UNSA

